

# Plaidoyer pour la réhabilitation de M. Ali Issoufou : un appel à la clémence et à la justice sociale



**PRIX :**  
**300 FCFA**

# L'ACTUALITE

HEBDOMADAIRE NIGÉRIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES DE RÉFLEXIONS ET D'OPINIONS

18<sup>ème</sup> ANNÉE N° 859 DU 27 AVRIL AU 03 MAI 2026

## EDITORIAL

### Resserrer l'unité des Nigériens : le grand défi de l'heure

Gouverner un État exige à la fois de l'art, de la vision, de la sagesse et du tact. Cela impose aussi de savoir prendre du recul, comprendre les réalités profondes d'un peuple, analyser les enjeux du moment, avant d'oser des décisions capables d'influencer le cours de l'Histoire et la vie d'une Nation.

Les moments que nous vivons aujourd'hui sont particulièrement délicats. Nos États sont confrontés à des adversités multiples, à des pressions internes et externes, à des fragilités sociales, sécuritaires, économiques et politiques. Dans un tel contexte, toute décision publique doit être pesée avec responsabilité, car elle peut soit renforcer la cohésion nationale, soit fragiliser davantage le lien qui unit les citoyens.

Construire un État, c'est donc avoir de la vision. C'est refuser la précipitation. C'est comprendre qu'une Nation ne se bâtit pas dans l'improvisation, encore moins dans les divisions. Les premiers dirigeants du Niger, avant l'avènement de la démocratie pluraliste, avaient compris une chose essentielle : l'unité nationale devait rester le socle permanent de l'action publique. Leur constance était de préserver ce qui rassemble les Nigériens, de consolider ce qui les rapproche, de construire patiemment une Nation vraie dans un espace hérité de découpages coloniaux souvent arbitraires.

Ils savaient que l'État qu'ils avaient entre les mains était fragile. Ils savaient que les composantes sociologiques du pays devaient être rassurées, intégrées et respectées. Ils savaient que gouverner, c'était aussi ménager les équilibres, préserver la confiance et éviter tout ce qui pouvait nourrir le sentiment d'exclusion.

*Suite à la page 2*

## Bilan du ministre de l'Intérieur :

### Entre pragmatisme, audace réformatrice et nécessaire prudence



## Haro sur les apatrides ?

### AES : faire des prisons agricoles un modèle commun de réinsertion et de souveraineté alimentaire

### Le 20<sup>ème</sup> paquet des sanctions : la réaction des marchés russes



**Mali :**

### La mort de Sadio Camara, un choc sécuritaire au cœur de la Transition

Suite de l'Édito

**Construire une Nation est un engagement constant**

Cette œuvre de construction nationale, conduite par les pères fondateurs, a permis de semer progressivement dans les esprits l'idée d'une communauté de destin. De Diouri Hamani au général Seyni Kountché, puis au général Ali Saibou, les fondations de l'unité nationale ont été posées avec patience. Ibrahim Baré Maïnassara y a tenu également. Mahamane Ousmane, dans sa posture d'homme d'État, avait lui aussi compris l'importance de préserver ce pays fragile, allant jusqu'à appeler ses successeurs à faire attention afin que le Niger ne s'éteigne pas entre leurs mains.

Chaque génération de dirigeants a donc une responsabilité historique : ajouter sa pierre à l'édifice national. Il ne s'agit pas seulement de gouverner pour gérer le présent, mais de gouverner pour transmettre un pays plus uni, plus solide, plus confiant en son avenir. Aujourd'hui, le Niger se trouve à une étape cruciale de son histoire. L'époque est fragile. Plusieurs impondérables peuvent, à tout moment, bouleverser les équilibres. C'est pourquoi il nous faut entendre les malaises qui traversent notre société. Il nous faut écouter les inquiétudes, comprendre les frustrations, apaiser les tensions et fédérer les Nigériennes et les Nigériens autour des valeurs qui rassemblent.

La cohésion nationale n'est pas un slogan. Elle est une exigence de survie collective. Elle suppose que chaque citoyen se sente reconnu, respecté et associé au destin commun. Elle exige des discours mesurés, des choix responsables et une volonté permanente de rapprocher les fils et les filles du pays.

Les urgences de l'heure nous appellent donc à accompagner toute dynamique susceptible de renforcer l'unité nationale. Le Niger doit devenir davantage une Nation au sens profond du terme : une communauté qui dépasse ses différences, qui refuse les fractures inutiles, qui consolide le lien social et national, et qui accepte d'affronter ensemble son destin.

Il ne s'agit pas d'effacer la diversité du pays. Au contraire, il s'agit d'en faire une richesse, une force, un ciment. Être Nigérien, c'est appartenir à une même famille nationale. C'est comprendre que nos différences ne doivent jamais devenir des barrières, mais des passerelles vers une fraternité plus forte.

Resserrer l'unité des Nigériens est donc le grand défi de l'heure. Plus qu'un impératif politique, c'est un devoir historique. Au cœur des incertitudes de l'époque, notre combat le plus noble reste celui-ci : faire du Niger une Nation unie, apaisée, solidaire et debout.

Elh. Omar Cissé

**Plaidoyer pour la réhabilitation de M. Ali Issoufou : un appel à la clémence et à la justice sociale**

**P**ère de famille sans emploi depuis 2023, M. Ali Issoufou sollicite la bienveillance des autorités de la Transition afin de retrouver sa place dans la fonction publique et de reprendre dignement le service de l'État.

Dans la vie d'une Nation, il existe des dossiers qui dépassent le simple cadre administratif pour toucher à la conscience humaine, à la justice sociale et à la responsabilité de l'État envers ses fils. Le cas de M. Ali Issoufou s'inscrit dans cette catégorie. À travers sa correspondance adressée aux plus hautes autorités, cet ancien fonctionnaire ne demande pas un privilège. Il plaide pour une réhabilitation, pour une seconde chance, pour la possibilité de retrouver sa dignité professionnelle et familiale.

Depuis plusieurs années, M. Ali Issoufou affirme avoir entrepris de nombreuses démarches pour obtenir sa réintégration dans son corps d'origine. Malgré ses recours, ses correspondances et les pièces justificatives qu'il dit avoir produites, sa situation reste bloquée. Aujourd'hui, il se retrouve sans emploi depuis 2023, alors même qu'il est père de famille et qu'il porte la lourde responsabilité de nourrir, d'éduquer et de protéger les siens.

Derrière ce dossier se trouve donc une réalité humaine douloureuse. Un homme privé de travail n'est pas seulement un ancien agent en attente d'une décision administrative. C'est aussi un chef de famille exposé aux difficultés du quotidien, un citoyen qui voit son avenir suspendu, un père qui souffre de ne pas pouvoir répondre pleinement aux besoins de ses enfants. Dans un contexte où la



Refondation appelle à la réparation des torts, à la justice et à la réconciliation nationale, son cas mérite d'être examiné avec attention, humanité et hauteur d'esprit.

C'est pourquoi ce plaidoyer s'adresse respectueusement aux autorités de la Transition, avec à leur tête le Président de la République, afin qu'un regard clément soit porté sur la situation de M. Ali Issoufou. Sa réhabilitation dans la fonction publique serait un acte d'apaisement, mais aussi un signal fort en faveur de la justice sociale. Elle montrerait que l'État sait corriger, réparer et tendre la main lorsque des situations individuelles deviennent humainement insoutenables.

Il ne s'agit pas ici de rouvrir les blessures du passé ni d'alimenter des polémiques. Il s'agit plutôt de solliciter une décision de sagesse. Si des erreurs ont été commises, qu'elles soient corrigées. Si des injustices ont été subies, qu'elles soient réparées. Si la loi permet sa réintégration, qu'elle soit appliquée avec équité et bienveillance.

La Refondation véritable de l'État ne peut se limiter aux grandes réformes institutionnelles. Elle doit aussi se tra-

duire dans le traitement des cas humains, dans l'écoute des citoyens éprouvés et dans la réparation des carrières brisées. En réhabilitant M. Ali Issoufou, les autorités poseraient un acte de grandeur, de justice et de compassion.

Au nom de sa famille, au nom de ses années de souffrance et au nom de la dignité humaine, M. Ali Issoufou mérite la clémence des autorités. Sa réintégration serait non seulement une décision administrative, mais aussi un geste profondément humain, conforme à l'esprit de justice, de cohésion sociale et de réconciliation nationale que porte la Transition.

D.M

**L'ACTUALITE**  
HEBDOMADAIRE NIGÉRIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES DE RÉFLEXIONS ET D'OPINIONS

Hebdomadaire d'informations générales, de réflexions et d'opinions  
Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (SARL) au Capital  
de Quatre Millions Six Cent Mille (4.600.000) francs CFA  
Siège quartier Terminus B.P: 383 Tél : 96 96 97 16  
Niamey- République du Niger

RCCM - NI-NIA-2014-B-1594-DU 02 JUIN 2014 - NIF 11 715/S  
E-mail: actualite98@yahoo.fr  
Site web: www.lactualiteniger.com

**Promoteur Directeur Général**  
**Elhadj Omar Cisse**  
Contacts :  
(+227) 96 86 33 33 - 93 86 33 33  
E-mail: actualite98@yahoo.fr

**Directeur de Publication**  
Ibrahima Maïga . A  
Cel: 87 92 53 54

<b>Rédaction:</b>	<b>Service Commercial</b>
Samba Sanda	<b>&amp; Publicité:</b>
Taweye.I	Nadira Oumarou. A
Dan Mallam	91 85 91 85
Omar Cissé	Hassane Djibo
Ibrahim.A	Cél: 96 89 94 84
	<b>Infographie</b>
	Soumaila
Hama Boureïma	Moumouni N'Gari

**Tirage :**  
8 pages 1000 exemplaires sur les presses de LA GIN BP: 383 NY

Bilan du ministre de l'Intérieur :

# Entre pragmatisme, audace réformatrice et nécessaire prudence

**A**près le ministre de la Défense, le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du territoire, le Général de Division Mohamed Toumba, était face aux journalistes du Grand Débat sur la télévision nationale. Un exercice de redevabilité voulu par le Président de la République, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, pour permettre aux Nigériens d'apprécier l'action gouvernementale, ses avancées, ses réformes, mais aussi les choix qui méritent débat.

Gouverner, c'est agir. Mais gouverner, c'est aussi expliquer, rendre compte, convaincre et accepter que l'action publique soit soumise au regard critique du peuple. C'est dans cet esprit que les membres du gouvernement sont appelés à présenter leur bilan devant les Nigériens, à travers un exercice public d'évaluation et de pédagogie. Après le ministre de la Défense, c'était au tour du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, le Général de Division Mohamed Toumba, de se prêter à cet exercice. Face aux journalistes du Grand Débat, il a exposé les grandes orientations de son département, les réformes engagées, les résultats obtenus et les perspectives envisagées.

Le Général Toumba, au-delà de son parcours militaire reconnu, s'est présenté comme un responsable maîtrisant ses dossiers. Son exposé, à la fois structuré, direct et cohérent, a permis de mesurer l'ampleur des chantiers ouverts au niveau du ministère de l'Intérieur. Sans langue de bois, il a défendu une approche fondée sur le pragmatisme, la sécurité de l'État et la restauration de l'autorité publique.

## Un vaste chantier d'assainissement des ONG et associations

Parmi les actions majeures évoquées figure l'assainissement de l'écosystème des ONG et associations opérant sur le territoire national. Dans un contexte sécuritaire particulièrement sensible, le ministère de l'Intérieur a estimé nécessaire de savoir clairement qui intervient au Niger, avec quels moyens, dans quels domaines et au profit de quelles populations. Cette démarche a conduit les autorités à exiger davantage de traçabilité dans les interventions, à travers des rapports d'activités, des précisions sur les financements mobilisés et une meilleure identification des zones d'intervention. L'objectif affiché est de mettre fin aux zones d'ombre et de s'assurer qu'aucune structure ne puisse utiliser l'action humanitaire ou associative comme couverture pour des activités contraires aux intérêts du pays. Selon les explications données, certaines organisations béné-

ficiant d'une reconnaissance légale auraient longtemps évolué dans un espace insuffisamment contrôlé par l'État. Dans un pays confronté à des menaces sécuritaires, cette situation ne pouvait plus être tolérée. Le ministère de l'Intérieur a donc engagé une politique d'encadrement plus rigoureuse, allant jusqu'à la suspension ou la dissolution de certaines structures soupçonnées d'activités incompatibles avec la souveraineté nationale. Certes, cette politique a suscité des critiques, notamment en raison de ses conséquences sociales pour des Nigériens employés par certaines ONG. Mais dans le contexte actuel, l'exigence de sécurité nationale et de protection de l'intégrité du territoire impose à l'État de prendre ses responsabilités. Il ne peut être admis que, sous couvert d'action humanitaire, des acteurs servent des agendas obscurs ou contribuent, directement ou indirectement, à fragiliser le pays.

## Sécurité urbaine, autorité coutumière et restauration de l'ordre public

Le ministère de l'Intérieur ne s'est pas limité au seul secteur associatif. D'autres chantiers importants ont été conduits, notamment dans le domaine de la sécurité urbaine et de la lutte contre la délinquance dans les villes. Dans plusieurs localités, l'action de l'État s'est traduite par un effort de réorganisation, de présence et de contrôle visant à restaurer la tranquillité publique.

Il faut également relever la revalorisation de l'autorité coutumière. La chefferie traditionnelle, en tant que pilier de cohésion sociale, retrouve progressivement une place symbolique et institutionnelle importante. La reconstruction ou la réhabilitation de certains espaces liés à cette autorité participe d'une volonté de redonner dignité et visibilité à des institutions qui jouent un rôle essentiel dans la médiation, la prévention des conflits et l'enracinement de l'État dans les communautés.

## La carte biométrique, une avancée majeure

L'une des innovations les plus im-



portantes demeure toutefois la mise à disposition progressive de la carte d'identité nationale biométrique. Ce projet marque une étape décisive dans la modernisation de l'administration nigérienne. Il permet à l'État de mieux identifier ses citoyens, de sécuriser les documents administratifs et d'entrer pleinement dans l'ère de la gouvernance numérique.

Cette avancée est d'autant plus remarquable que, durant des décennies de démocratie, la biométrie a souvent été annoncée sans jamais être véritablement réalisée à la hauteur des attentes. En matière électorale comme administrative, les promesses ont été nombreuses, les budgets parfois consentis, mais les résultats sont restés limités. Aujourd'hui, avec la carte biométrique et bientôt le passeport biométrique annoncé, le Niger franchit un cap important.

## Mobilisation générale et contexte régional complexe

Le contexte actuel a également placé le ministère de l'Intérieur au cœur de la mobilisation générale décidée par le Président de la République, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani. Cette mobilisation répond aux exigences d'une époque marquée par les incertitudes, les menaces hybrides, les pressions extérieures et les repositionnements géopolitiques. Sur le plan régional, le ministre a aussi abordé les relations entre le Niger, le Bénin et la France. Là encore, son analyse s'inscrit dans la nouvelle ligne souverainiste défendue par les autorités de la Transition. S'il est toujours possible de renouer les fils du dialogue entre voisins, notamment avec le Bénin, le ministre a semblé rappeler que certaines tensions régionales ne peuvent être comprises sans prendre en compte le rôle de la France et de sa politique au Sahel.

## Découpage administratif : une controverse à ne pas négliger

Toutefois, dans ce bilan globalement marqué par le volontarisme, certains

choix appellent à la prudence. Le projet de nouveau découpage administratif, notamment, ne fait pas l'unanimité. La question mérite d'être posée avec calme : quelle urgence justifie aujourd'hui un tel chantier dans un pays confronté à des défis sécuritaires, économiques et sociaux aussi pressants ?

Le Niger est une Nation encore en construction. Son équilibre repose sur une cohésion fragile, patiemment bâtie par les générations précédentes. Dans un tel contexte, toute réforme territoriale doit être pensée avec mesure, concertation et lucidité. Elle ne doit pas réveiller des réflexes identitaires, renforcer des clivages locaux ou donner le sentiment que l'on fragmente davantage un pays qui a besoin d'unité.

Il faut éviter que des choix administratifs, même présentés comme techniques, ne produisent à long terme des effets politiques et sociaux regrettables. Rapprocher l'administration des citoyens est une ambition légitime. Mais le découpage territorial n'est pas la seule voie possible. Aujourd'hui, la digitalisation, la déconcentration des services, la simplification des procédures et la modernisation administrative offrent également des solutions efficaces pour rapprocher l'État des populations. Écouter les Nigériens avant d'engager une réforme sensible

Sur un sujet aussi important, il est indispensable d'écouter la voix des Nigériens. Une réforme territoriale ne peut être imposée dans la précipitation. Elle doit être comprise, expliquée, débattue et acceptée. Le pays ne doit pas être entraîné dans un autre piège, surtout à un moment où l'unité nationale reste la priorité absolue. Le bilan du Général Mohamed Toumba révèle donc un ministre pragmatique, audacieux et engagé dans la restauration de l'autorité de l'État. Ses actions en matière de sécurité, d'assainissement associatif, de modernisation administrative et de mobilisation nationale constituent des avancées réelles. Mais gouverner, c'est aussi savoir ralentir lorsque l'intérêt supérieur du pays l'exige. Le Niger est fragile. Sa cohésion doit être préservée avec soin. Toute réforme qui touche au territoire, aux identités locales et à l'équilibre national doit être conduite avec prudence. L'audace est nécessaire pour réformer. Mais la sagesse est indispensable pour préserver la Nation.

Waz-Za

# AES : faire des prisons agricoles un modèle commun de réinsertion et de souveraineté alimentaire

L'expérience du Centre pénitentiaire agricole de Baporo, au Burkina Faso, mérite d'inspirer le Niger et le Mali. Dans l'esprit de l'Alliance des États du Sahel, les trois pays pourraient bâtir un programme commun de prisons agricoles, à la fois pour humaniser la détention, former les détenus et contribuer à la sécurité alimentaire.

L'expérience burkinabè du Centre pénitentiaire agricole de Baporo mérite une attention particulière dans l'espace AES. En transformant un établissement pénitentiaire en cadre de production agricole, de formation professionnelle et de réinsertion sociale, le Burkina Faso montre qu'une prison peut cesser d'être seulement un lieu d'enfermement pour devenir un espace utile à la société.

Cette vision est importante. Dans nos pays, la question carcérale est souvent abordée sous l'angle de la sécurité, de la sanction et de la privation de liberté. Or, la prison devrait aussi préparer le retour du détenu dans la société. Elle doit corriger, encadrer, former et donner une nouvelle chance. Le modèle agricole de Baporo ouvre donc



une voie intéressante : celle d'une détention productive, éducative et humaine.

C'est pourquoi le Niger et le Mali gagneraient à s'inspirer de cette initiative. Dans l'esprit de l'Alliance des États du Sahel, il serait pertinent de réfléchir à un programme commun de centres pénitentiaires agricoles dans les trois pays. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger partagent les mêmes défis : insécurité alimentaire, chômage des jeunes, surpopulation carcérale, faiblesse des moyens de réinsertion et nécessité de restaurer la dignité par le travail.

Un tel programme pourrait permettre aux détenus d'apprendre

des métiers utiles : agriculture, maraîchage, élevage, pisciculture, transformation agroalimentaire, mécanique rurale ou irrigation. À leur sortie, ils ne seraient plus abandonnés à eux-mêmes, mais disposeraient d'un savoir-faire concret pour se réinsérer dans la société, créer une activité ou rejoindre des projets communautaires.

Au-delà de la réinsertion, ces centres pourraient contribuer à l'autosuffisance alimentaire des établissements pénitentiaires. Une partie de la production servirait à nourrir les détenus, réduisant ainsi la charge de l'État. Une autre partie pourrait être orientée vers les cantines scolaires, les centres sociaux

ou les populations vulnérables, selon des mécanismes bien encadrés.

L'AES pourrait même aller plus loin en créant une plateforme commune d'échange d'expériences entre administrations pénitentiaires, ministères de la Justice, ministères de l'Intérieur, ministères de l'Agriculture et acteurs de la formation professionnelle. Des visites croisées, des formations conjointes et des projets pilotes pourraient être lancés dans chaque pays.

Le Burkina Faso a posé un acte fort. Le Niger et le Mali peuvent l'adapter à leurs réalités nationales. Ensemble, les trois pays peuvent faire de la prison agricole un symbole de la Refondation sahéenne : punir lorsque la loi l'exige, mais aussi reconstruire l'homme, préserver sa dignité et le rendre utile à sa Nation.

Dans un Sahel qui cherche sa voie, ce modèle mérite d'être porté comme une initiative commune de l'AES. Car la souveraineté ne se limite pas à la défense du territoire. Elle passe aussi par la capacité de produire, de former, de réparer et de redonner espoir.

*Dan Mallam*

## Mali :

### La mort de Sadio Camara, un choc sécuritaire au cœur de la Transition

Le ministre malien de la Défense aurait été tué lors d'une attaque menée contre sa résidence à Kati, près de Bamako, dans le cadre d'une offensive coordonnée attribuée au JNIM. Un événement majeur qui plonge le Mali dans une nouvelle zone de turbulence sécuritaire.

Le Mali est de nouveau frappé au cœur de son appareil sécuritaire. Selon plusieurs sources sécuritaires citées par des médias internationaux, le ministre malien de la Défense, Sadio Camara, aurait été tué le 25 avril 2026 lors d'une attaque contre sa résidence située à Kati, près de Bamako. L'assaut, attribué au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, JNIM, aurait été mené à l'aide d'un véhicule piégé conduit par un kamikaze.

Cette attaque intervient dans le cadre d'une offensive coordon-



née ayant visé plusieurs localités maliennes, notamment des zones stratégiques proches de la capitale ainsi que des sites militaires. D'après Reuters, qui relaie notamment des informations de RFI, la résidence du ministre de la Défense à Kati aurait été directement ciblée.

La disparition annoncée de Sadio Camara constitue un coup dur pour les autorités maliennes de Transition. Figure centrale du dispositif sécuritaire malien et

proche du pouvoir de Bamako, il était considéré comme l'un des hommes forts de la junte au pouvoir. Sa mort, si elle est officiellement confirmée par les autorités maliennes, marquerait une escalade majeure dans la crise sécuritaire que traverse le pays.

Au-delà de la perte d'un responsable de premier plan, cette attaque soulève de lourdes interrogations sur la capacité des groupes armés à frapper des cibles hautement sensibles, y compris dans des zones réputées stratégiques comme Kati. Elle révèle également la pression croissante exercée sur l'État malien par les groupes jihadistes, malgré les efforts militaires engagés ces dernières années. Pour Bamako, l'enjeu est désormais double : rassurer la population et réaffirmer l'autorité de l'État. Dans un contexte déjà marqué par l'insécurité persistante, cette offensive risque d'accroître les in-

quiétudes au sein de l'opinion nationale et régionale.

Cette nouvelle attaque rappelle, une fois encore, l'ampleur des défis sécuritaires auxquels sont confrontés les pays du Sahel. Elle intervient dans une période où les États de la région, notamment ceux de l'Alliance des États du Sahel, cherchent à renforcer leur coopération face aux menaces terroristes et aux tentatives de déstabilisation.

À ce stade, la situation demeure évolutive. Les autorités maliennes n'avaient pas encore, selon certaines sources consultées, livré tous les détails officiels sur le bilan complet des attaques. Mais une chose est certaine : l'attaque de Kati marque un tournant grave dans la crise malienne et place la Transition face à l'une de ses épreuves les plus sensibles.

*D.M*

# HARO SUR LES APATRIDES ?

**Les événements du Samedi 25 avril 2026 au Mali viennent brutalement rappeler que, malgré les discours, les stratégies et les engagements, la violence reste une constante tragique.**

Au cœur de cette réalité, un sentiment domine : celui d'un déséquilibre entre les attentes des peuples et les réponses apportées, tant au niveau national qu'international. Mais au-delà des faits sécuritaires, c'est toute une lecture du monde, des alliances et des responsabilités qui est aujourd'hui remise en question. Ce jour-là, plusieurs localités maliennes ont été la cible d'attaques d'une violence extrême. Les témoignages recueillis font état d'exactions contre des civils, de destructions de biens et d'une terreur méthodiquement installée. Ces attaques ne sont pas seulement des actes isolés. Elles s'inscrivent dans une stratégie de déstabilisation durable, visant à fragiliser l'État, à diviser les communautés et à installer un climat d'insécurité permanente. Mais ce qui a particulièrement marqué les esprits, c'est la manière dont ces événements ont été exploités dans l'espace médiatique et politique.

## Les apatrides en ligne de mire dans la désinformation !

À peine les premières informations diffusées, une vague de contenus controversés a envahi les réseaux sociaux et certains canaux d'information. Montages approximatifs, récits manipulés, images

sorties de leur contexte : une véritable bataille narrative s'est engagée. Malheureusement, il est aisé de constater ici, que ce sont les sbires du Président déchu à qui pour la plupart la nationalité avait été retirée qui commencent avec délectation pour des scènes pourtant horribles perpétrées par des hommes sans foi ni loi. Lorsque des individus massacent entièrement des fidèles musulmans qui attendent la prière du fadjr, l'on n'est en droit de se demander la nature de ceux qui les soutiennent : ils sont tout simplement les mêmes !

Nos apatrides, parce qu'il s'agit essentiellement d'eux, tentent désespérément de tirer profit de toute situation pour orienter l'opinion publique, semer la confusion et affaiblir les autorités en place.

Cette instrumentalisation de la tragédie pose une question fondamentale :

Jusqu'où peut-on aller dans la lutte politique en marchant sur tout, y compris l'humanité ?

## Les événements du Mali ne peuvent être isolés du contexte régional !

Le Sahel est aujourd'hui une zone de tensions multiples : tensions sécuritaires liées à la présence de groupes armés ; tensions diplomatiques entre États et tensions avec des partenaires internationaux. Les accusations portées par le Mali contre certains pays voisins, soupçonnés de tolérer ou d'abriter des groupes armés, illustrent la dégradation des

relations régionales. De son côté déjà, le Niger a également exprimé des réserves vis-à-vis de certains partenaires internationaux, évoquant des incohérences dans la lutte contre le terrorisme. Dans ce climat tendu, certaines déclarations prennent une dimension particulièrement sensible, notamment celles évoquant un soutien indirect ou une complicité de puissances étrangères avec des groupes armés. Il convient ici de faire preuve de rigueur car il est clair que ces accusations ne surgissent pas dans le vide. A voir de près l'arsenal militaire ayant servi aux attaques du 25 avril, l'on est en droit de plus avoir l'ombre d'un doute sur les connexions dont bénéficient ces terroristes qui n'ont que l'objectif de saboter nos États qui ont décidé de prendre leur destin en main. L'affirmation de la souveraineté de nos États ne se fera que dans la douleur pour des pays dont les ressources ne leur appartenaient pas en réalité et dont les décisions politiques se prenaient ailleurs.

## Le Sahel, un espace stratégique convoité !

Le Sahel n'est pas seulement une zone en crise. C'est aussi un espace stratégique. Sa position géographique, ses ressources et son rôle dans les dynamiques migratoires en font un territoire d'intérêt pour de nombreux acteurs internationaux. Cette réalité complexifie davantage la situation, car elle introduit des logiques d'intérêts parfois divergentes.

Les prises de position du Bur-

kina Faso, du Mali et du Niger marquent une rupture. Une rupture avec :

- une dépendance sécuritaire ;
- une confiance envers certains partenaires ;
- une approche jugée trop extérieure des solutions. Cette rupture traduit une volonté de reprendre le contrôle. Elle implique pour cela, des capacités opérationnelles solides ; une gouvernance efficace ; une vision stratégique claire. Il est donc essentiel de privilégier une approche lucide et responsable. Malgré les difficultés, des perspectives demeurent et le Sahel peut très bien sortir de cette crise. Cela nécessitera :
- du courage politique ;
- une implication réelle des populations ;
- une vision à long terme.

Le Sahel se trouve aujourd'hui à un carrefour. Continuer sur la même voie, au risque d'un enlèvement durable, ou engager une transformation profonde des approches sécuritaires, politiques et sociales. Les événements du 25 avril 2026 au Mali ne doivent pas être un épisode de plus dans une longue liste. Ils doivent être un signal ; un signal d'alerte, un signal de rupture et un signal de responsabilité. Car au-delà des États, des stratégies et des intérêts, ce sont des vies humaines qui sont en jeu, l'engagement patriotique doit être sans faille et à tous les niveaux. C'est peut-être là que réside l'essentiel !

**Samba Sanda**



## LA GRANDE IMPRIMERIE DU NIGER

IMPRESSION  
**NUMERIQUE**  
grand & petit format

IMPRESSION SUR TOUT  
**SUPPORT**



Communication  
Imprimerie  
Infographie  
Serigraphie



## IMPRIMERIE

BP : 383 Terminus Niamey-Niger

+227 20 73 30 91 / 96 86 33 33

lagrandeimprimerieduniger01@yahoo.com

# Le 20<sup>ème</sup> paquet des sanctions : la réaction des marchés russes

Dans un communiqué de presse du 23 avril 2026, la Commission européenne proclame l'adoption du « 20<sup>ème</sup> train de sanctions contre la Russie ».

Cette nouvelle salve de mesures, visant à isoler davantage le marché russe, précise, pour la vingtième fois en quatre ans, que l'interdiction est étendue, entre autres, à des opérations avec vingt banques russes supplémentaires : « *les nouvelles mesures étendent l'interdiction aux opérateurs de l'UE qui font des affaires avec vingt banques russes supplémentaires [...]. Cela porte à 70 le nombre de banques russes exclues de l'accès au marché intérieur de l'UE* ».

Le jour-même de cette annonce, l'indice boursier russe principal, le MOEX (Bourse de Moscou), a enregistré une hausse, atteignant 2775 points et gagnant 0,48 % par rapport à la session précédente.

Deux mois auparavant, le 23 février 2026, le ministère français des Affaires étrangères déclarait que les sanctions adoptées contre la Russie leur nuisaient davantage qu'elles ne portaient atteinte à l'Europe, les qualifiant de « très efficaces ».

Une vision à long terme révèle un constat factuel : il est indubitable qu'une telle rhétorique n'a pu émerger que dans l'hypothèse d'une amnésie collective des masses, conditionnée par l'agenda de la propagande médiatique quotidienne. Une telle méthodologie de communication postule un oubli sélectif des déclarations antérieures émanant d'un autre ministère français, celui de l'Économie. En l'occurrence, de son ministre M. Bruno Le Maire, lors d'un discours magistral prononcé le 1er mars 2022, avait expressément déclaré : « Les sanctions sont efficaces. Les sanctions économiques et financières sont même d'une efficacité redoutable. [...] Nous allons livrer une guerre économique et financière totale à la Russie. Nous allons donc provoquer l'effondrement de l'économie russe ! ».

Cette prédiction, qui annonçait l'effondrement de l'économie russe dans les mois suivants, fait écho



à une cascade de déclarations similaires au cours des quatre dernières années. Malgré plus de 31 500 sanctions instrumentalisées à ce jour, l'économie russe est toujours parfaitement debout.

Sur le plan macroéconomique, la situation de la Russie suscite une comparaison bien défavorable pour ses adversaires. En 2025, la dette publique russe s'élevait à 18% du PIB, contrastant avec les 115,6% enregistrés en France. À savoir qu'en 2021, elle était d'environ 18,1% du PIB de la Russie. C'est-à-dire que durant les années de guerre et les dépenses très considérables associées, elle a non seulement nullement augmenté, mais même légèrement diminué.

Aujourd'hui, la Russie se classe ainsi parmi les trois premiers pays du G20 pour sa faible dette publique par habitant, s'établissant à environ 2 300 USD, loin des 59 187 USD par habitant en France. De plus, le taux de chômage en Russie se maintient aux alentours de 2 %, demeurant le plus bas parmi les pays du G20.

Concernant les vingt banques nouvellement sanctionnées « Derjava », « Levoberejny », « Metallinvestbank », « Blank-Bank », « Eurofinance Mosnarbank », « WB-Bank », « BKS-Bank », « Faura-Bank », « Russky Standart », « UBRR », « Chelyabinvestbank », « PSKB », « Solidarité », « Iturup », « SDM-Bank », « Avers », « Avangard », « Hlynov », « Banque Postale » et la banque « Ienisseï » – l'attention se porte sur deux institutions majeures cotées à la bourse de Mos-

cou (MOEX) : Avangard Bank et BKS-Bank.

La réaction boursière à leur nouvelle situation, survenue suite à l'initiative malveillante de l'Union Européenne, peut être considérée comme un échantillon représentatif de l'ensemble du segment de marché.

## Quelle est cette réaction ?

Le lendemain de l'annonce des sanctions, l'action de BKS-Bank a enregistré une variation nulle, soit -0,00%. Au cours des 3 mois précédents sa mise sous sanctions, sa croissance a été de +11,7% (du 24/01 au 24/04/26) et de +30,43% sur l'année écoulée, suggérant une position financière robuste. Elle se situe donc en position saine, qui n'est pas prête à changer à la suite des agissements de la Commission européenne.

Pour la banque Avangard, le 24 avril 2026, la perte de -0,15% de son action est une fluctuation minime, attribuable davantage aux dynamiques normales du marché qu'aux sanctions elles-mêmes. Cette observation est d'autant plus pertinente que l'action avait connu une baisse de -1,2% dans les trois mois précédant les sanctions (du 24/01 au 24/04/26) et de -11,77% sur l'année.

Un contraste flagrant dans le contexte actuel, où, notamment, le cours des hydrocarbures affiche une volatilité particulièrement significative, et ce, le jour même de l'annonce d'une moindre restriction à l'échelle internationale.

Soit, les marchés russes ont une certitude que les nouvelles sanc-

tions seront aussi inefficaces que les précédentes.

Il convient également de noter que la majorité des 70 banques russes sous sanctions européennes étaient déjà placées sous sanctions américaines, dont l'impact s'est avéré notoirement inférieur aux projections initiales de leurs émetteurs.

Pour saisir la projection économique de la Fédération de Russie, il faut retenir deux points fondamentaux :

1. Les difficultés sectorielles en Russie découlent bien moins des sanctions occidentales que de la politique économique interne, particulièrement des orientations controversées de la Banque centrale et du ministère des Finances russes (sujet d'une autre discussion).

2. D'un point de vue stratégique, les défis économiques rencontrés par la Russie ces cinq dernières années sont d'ordre conjoncturel, tandis que ceux des pays occidentaux relèvent d'un caractère structurel. À l'issue du conflit en Ukraine, la Russie récupérera rapidement la majeure partie de ses acquis perdus, sans compter les avancées et développements accomplis durant cette période.

De leur côté, les pays de l'UE ne récupéreront que très peu de leurs positions stratégiques perdues durant les années de la guerre qu'ils mènent tant militairement via leur proxy ukrainien qu'économiquement via l'émission de sanctions. Ces dernières, outre qu'elles violent le règlement de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), constituent, lorsqu'elles sont adoptées en dehors de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, de graves violations du droit international.



**Oleg Nesterenko**

Président du CCIE ([www.c-cie.eu](http://www.c-cie.eu))

Garantir la santé des populations :

# Un devoir sans répit pour nos autorités

**L**a santé n'a pas de prix a-t-on coutume de dire. Partant d'une telle logique, les autorités en charge du domaine se doivent d'investir conséquemment dans le secteur. Cela dit, depuis plus d'une décennie, aucun bilan concernant les produits avariés n'a été livré au public et ce, bien même que les produits abondent nos marchés ; car est force est de reconnaître, au vu du laxisme de l'autorité compétente en matière de contrôle des produits homologués, que le consommateur nigérien est laissé pour compte. La preuve en est que les produits avariés pullulent nos marchés. Pire nous ne faisons que le constat car l'action n'est pas la nôtre ; celle bien entendue censée stopper ce laxisme afin de sauver des vies.

Pour rappel, dans n'importe quel état du monde entier, les autorités ont le devoir de garantir à la population le droit à, la Santé, l'Éducation et la Protection. Lorsqu'on se fonde sur le cas dans notre pays, la vérité est amère mais tout même s'avère par le constat qui se dégage. Il faut le dire sans ambages, nos autorités ont carrément laissé pour compte le peuple en ce qui concerne pas mal de secteurs mais plus particulièrement le secteur de la santé. Véritable catastrophe, lorsqu'on sait qu'on est conscient de la primauté de la santé sur toute autre chose. La santé est l'un des privilèges de la vie qui est d'une prépotence sans égal et sans laquelle, l'Homme devient inapte voire inerte. Ce qui sous-entendrait qu'une population malade est une population dès au départ inefficace. Or, notre société surtout en cette ère de Refondation tant prôné par les mêmes autorités, serait visiblement malade et paradoxalement c'est de cette dernière que l'on attend du sacrifice et de la résilience. Et ce, afin justement d'asseoir une société saine et prospère. Si telle est l'idéologie de nos autorités, alors qu'elles s'appliquent conséquemment à créer les conditions étant à même de garantir à nos concitoyens l'accès aux soins de santé en toute équité. Hier, lorsqu'elles avaient pris le pouvoir, nos autorités du CNSP sont allés jusqu'à réduire le cout de certaines pres-

tations sanitaires. On avait tous applaudit ce geste louable et même cru que nous étions désormais sur le chemin de sortir de l'ornière. Or, selon l'amer constat qui se dessine, beaucoup reste à faire puisqu'il me semble que c'est juste un subterfuge auquel nos autorités se sont attelées. La preuve en est qu'à l'heure actuelle, nombreux sont les centres de santé qui ne répondent pas aux normes en vigueur et pire ne sont pas à la hauteur de la tâche et même des attentes des patients. Que de la désolation ! Il y a à Niamey qui est le miroir du pays, des CSI qui sans conteste ne méritent pas leur qualificatif car, à vrai dire même certains dispensaires privés seraient compétents en matière sanitaire que ces derniers. Non seulement le personnel n'est pas qualifié mais pire les matériels permettant à ces centres de fonctionner n'existent pas. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles vous verrez la plupart de nos concitoyens ou patients converger vers les mêmes et rares centres hospitaliers. D'où ces queues vertigineuses auxquelles l'on fait face dans lesdits centres. Evidente posture du moment où cette même population n'a pas où aller en dehors des centres hospitaliers publics compte tenu de leur maigre revenu et de la cherté des prestations sanitaires au niveau des centres hospitaliers privées communément appelées cliniques. C'est justement une aubaine pour les cliniques qui ne ratent pas l'occasion de se remplir les caisses pour avoir constaté que les pouvoirs publics notamment l'autorité en charge de la question a cédé voire failli. Wayo ALLAH ! Sinon comment admettre qu'au 21<sup>ème</sup> siècle, des CSI de la Capitale sont incapables de faire de simples analyses telles celle de la goutte épaisse. Face à un tel constat, peut-on croire que nos autorités ont pris à bras le corps la question de la santé et ont également mis cette dernière au cœur de leurs préoccupations. En tout cas, le doute s'installe et demeure.

## Le Laxisme de nos autorités

N'est-ce pas ce même laxisme de certaines autorités à leur époque qui a conduit un temps soit peu, même sous l'ère des apatrides, leurs paires à fermer certains



centres de santé privée et même des écoles qui forment en la matière pour avoir constaté les multiples et irréparables désagréments causés par certains agents de santé de forme à l'endroit des patients. Cette même rigueur doit continuer à battre son plein au vu de la situation de l'heure. Au-delà, il ne suffit pas juste de réduire le cout des prestations sanitaires mais, il faut impérativement créer les conditions nécessaires permettant de garantir aux nigériens une santé de fer et non apostrophée puisqu'il est de leur devoir d'agir dans ce sens. A moins que celles-ci aient omis la prestation de serment qu'elles ont fait et qu'elles ont intérêt à respecter pour ne pas s'attirer des ennuis dont seul DIEU connaît la portée.

## Le laxisme des agents de santé

J'ai pour coutume de dire que lorsqu'un agent de santé ne soigne pas, il tue. Oui, il tue parce que nombreux sont ces agents de santé qui par insouciance ou par incompétence notoire mettent fin à la vie des patients. Combien sont-ils ces patients qui on succomber par faute soins ou qui sont restés à jamais paralysés par incompétence venant des agents de santé de nos jours qui inquiètent plus que la maladie. Sauver une vie, c'est sauver toute une humanité. Alors si vous n'êtes pas passionné de ce métier svp allez-y voir ailleurs que de semer le chaos dans notre société, dans l'esprit des uns et des autres. D'ailleurs nous exigeons de la part de nos autorités qu'une véritable investigation de moralité soit faite à l'égard de toute personne désireuse de ce noble métier que certains ont transformé en du business.

## Le malheur des uns fait le bonheur des autres

Nos agents de santé qui ont opté comme carrière d'être des pharmaciens doivent admettre même si cela leur paraîtrait paradoxal, que la profession qu'ils exercent ne doit pas s'accommoder avec le business. Car, selon les faits qui se propagent dans notre quotidien, on a l'impression que les docteurs et les pharmaciens entretiennent de très bonnes relations lucratives dans leur domaine. En témoigne, le fait que le médecin n'hésite pas à vous prescrire des ordonnances couteuses tout en sachant qu'il y a des équivalents à même de soigner le patient et des produits moins couteux qu'il, peut vous prescrire, mais par faute d'incongruité et par avidité d'argent, ne le fera jamais comme s'il n'en avait aucune connaissance en la matière. Plus qu'un business, c'est un crime et même une haute trahison face à la prestation de serment qu'ils ont eu à faire en embrassant cette noble carrière. Il est aussi important de souligner et de rappeler à ces agents de santé indignes du nom qu'un agent de santé est avant tout un humanitaire, un hospitalier et même un sauveur de vie. Pour cela, il faille pour eux se ranger du côté de la norme afin de ne pas figurer dans le lot de ces agents de santé écourteurs de vie et déstabilisateurs de santé.

En somme, pour mettre fin à toutes ces dérives, nos autorités se doivent d'allouer un budget conséquent au secteur sanitaire ; insister sur la formation des agents de santé de qualité et non de quantités ; créer et doter les centres de santé des moyens adéquats et faciliter l'accessibilité des produits pharmaceutiques aux concitoyens. Une fois, toutes ces mesures prises en compte par les autorités compétentes, l'on pourrait dire qu'elles ont honoré leur engagement et accompli leur devoir qui est de garantir la santé de tout citoyen nigérien et ce, en tout lieu. Sur ce, nous souhaitons un prompt rétablissement à tous les patients et que DIEU éponge les larmes des personnes qui ont été lésées suite aux désagréments qui prévalent dans le secteur de la Santé au Niger.

Amadou. I

Atelier de formation

# L'ONG Marie Stopes et le REMAPSEN renforcent les capacités des journalistes dans le domaine sanitaire

Trois jours durant, l'ONG Marie Stopes Niger en collaboration avec le REMAPSEN ; le réseau des journalistes qui traite des questions environnementales et sanitaires, ont organisé un atelier de formation de formation à l'intention des journalistes. « Atelier de formation des journalistes sur le partenariat des engagements de Ouagadougou ». Cet atelier faut-il le rappeler, entre dans le cadre du renforcement des capacités des journalistes notamment ceux qui s'intéressent au domaine de la santé. Venu de plusieurs organes de presse, les journalistes de la, Radio, Télé et de la Presse écrite ont bénéficié du 21 au 23 avril à Niamey grâce l'ONG Marie Stopes et le REMAPSEN, d'une formation axée sur la santé de la Reproduction en particulier et sur



la santé globale en générale. Au cours de cette formation, Marie Stopes entend propulser ses messages à travers les journalistes du REMAPSEN et ceux ayant eu le privilège de bénéficier de ladite formation. Cela dit, il est important de souligner que cette formation vise à inciter les Hommes de medias à la production des

éléments journalistiques relatifs à la Santé. Et ce, parce que, les Hommes de medias s'avèrent des acteurs incontournables pour la sensibilisation et la propagation des messages à caractère divers notamment sanitaires. Après trois d'intenses travaux, les journalistes qui ont bénéficié de cette formation sont désormais outillés

pour jouer leur rôle, celui d'être à la fois des garde-fous vis-à-vis des décisions prises par les pouvoirs publics en matière sanitaire et aussi un facilitateur. En somme, cet atelier de formation a significativement boosté les connaissances des journalistes en matière sanitaire et leur a au-delà, permis de pouvoir transformer les difficultés qu'ils rencontrent sur le terrain sanitaire en opportunités. Car, il n'est un secret pour personne, au Niger, les informations en ce qui concerne le domaine de la Santé sont verrouillés par un système qui ne permet pas aux hommes de medias de saisir la matière, d'où le renoncement ou la rétention des confrères dans le traitement des sujets relatifs à la santé.

Amadou. I

## AES-SNC 2026 : à Bobo-Dioulasso, la culture s'affirme comme pilier de souveraineté et de résistance

En marge de la 22e édition de la Semaine nationale de la culture, le Président du Faso et Président de la Confédération des États du Sahel, le Capitaine Ibrahim Traoré, a reçu les Premiers ministres du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Une rencontre placée sous le signe de la fraternité politique, de l'identité sahélienne et de la culture comme instrument de souveraineté.

La ville de Bobo-Dioulasso, capitale culturelle du Burkina Faso, est devenue, le temps de la 22e édition de la Semaine nationale de la culture, un véritable carrefour de la fraternité sahélienne. Ce samedi, le Président du Faso, Président de la Confédération des États du Sahel, le Capitaine Ibrahim Traoré, a reçu en audience les Premiers ministres des pays membres de l'AES présents à cette grande rencontre culturelle.

Il s'agit de Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo, Premier ministre du Burkina Faso, du Général Abdoulaye Maïga, Premier ministre du Mali, et de Ali Mahaman Lamine Zeine, Premier ministre du Niger. La rencontre s'est déroulée en présence des ministres en charge de la Culture des trois

pays. Au centre des échanges : la fraternité politique entre les peuples de l'AES, mais surtout l'orientation stratégique à donner à la culture dans le processus de souveraineté engagé par les trois États. Dans un contexte sahélien marqué par les défis sécuritaires, les pressions extérieures et les tentatives de déstabilisation, la culture apparaît désormais comme un levier fondamental de résistance, d'affirmation identitaire et de cohésion entre les peuples. À travers cette rencontre, les dirigeants de l'AES envoient un message fort : la construction confédérale ne doit pas se limiter aux questions militaires, diplomatiques ou économiques. Elle doit aussi s'enraciner dans les valeurs, les traditions, les langues, les mémoires et les expressions culturelles des peuples du Sahel.

La SNC 2026 offre ainsi une tribune majeure pour rappeler que la souveraineté passe aussi par la maîtrise du récit, la valorisation du patrimoine et la promotion des identités nationales et sahéliennes. Face aux influences extérieures et aux modèles imposés, les pays de l'AES entendent bâtir une vision culturelle commune, capable de renforcer la conscience collec-



tive et de rapprocher davantage les peuples du Burkina Faso, du Mali et du Niger. La présence des Premiers ministres des trois pays à Bobo-Dioulasso traduit cette volonté politique de faire de la culture un pilier de la Confédération. Elle confirme également que l'AES veut inscrire son action dans une dynamique globale : défendre les territoires, protéger les populations, restaurer la dignité des États, mais aussi réhabiliter les fondements culturels et historiques des peuples sahéliens.

En recevant ces hautes autorités, le Capitaine Ibrahim Traoré a donné à

cette édition de la SNC une dimension confédérale. Bobo-Dioulasso n'a pas seulement accueilli un événement culturel burkinabè ; elle a porté, l'espace d'un moment, l'ambition d'un Sahel debout, uni et fier de ses racines.

La culture devient ainsi un champ de souveraineté. Elle n'est plus un simple outil de célébration, mais une arme de conscience, de résistance et de construction politique. Pour l'AES, elle apparaît désormais comme l'un des socles indispensables de l'avenir commun.

S.S